

Flers Agglo

Communauté d'agglomération

Date	Délibération	Nature	Folio n°
15.12.2022	2022-745	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

SEANCE N° 14 DU 15 DÉCEMBRE 2022

60 questions, numérotées 2022-699 à 2022-758

DELIBERATION

PERSONNEL

FRAIS DE DEPLACEMENT ET FONCTIONS ITINERANTES MODIFICATION AU 01.01.2023

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à la Salle Culturelle de la Varenne - Rue Jean Dumas - 61440 Messei, sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de Flers Agglo.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Michel DUMAINE (Messei), Vincent BEAUMONT (La Ferrière aux Etangs), Omar AYAD (Flers), Stéphan GRAVELAT (Les Monts d'Andaine), François BAILLE (Athis Val de Rouvre), Jacques FORTIS (Briouze), Anne GOUJIBO (La Lande Patry), Béatrice GUYOT (Landisacq), Laurent JUMELINE (Flers), Jérémy PREVOST (Flers), Gilles RABACHE (Caligny), Thierry RAUX (Saint Philbert sur Orne), Stéphane TERRIER (Saint Georges des Groseillers) et Sylvie THIEULENT (La Selle la Forge)

Conseillers titulaires : Annette HAMMELIN (Athis Val de Rouvre), Daniel BIGEON (Dompiere), Chantal CORVEE (Saint Georges des Groseillers), Alain LANGE, François BAILLE, Eliane DENIAUX et Kévin LEGEAY (Athis Val de Rouvre), Sylvain BOULANT (Aubusson), Jean-Louis PELLERIN (Banvou), Alexandra TERTRE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Didier VIECELI (Berjou), Véronique NOEL (Briouze), Xavier DE SAINT POL (Cahan), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Agnès MORICE (La Chapelle au Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Jacky LECOQ (La Coulonche), Gérard PIERRE (Durcet), Claude GASNIER (Echalou), Michel LEROYER, Sylvie ERRARD, Olivier BREUIL, Véronique CLEMENTE DA CONCEICAO, Guy MIDY, Christine GERVAIS et José COLLADO (La Ferté Macé), Gaëlle PIOLINE, Lori HELLOCO, Sophie RENAUDIN, Subay SAHIN, Angela PRESSE, Dominique ARMAND, Leïla HARDY, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOME, Bruno ASSELOT, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR et Emmanuelle BERGOT (Flers), Bruno AUVRAY (Le Grais), Michel LAMY (La Lande Patry), Didier DELAPORTE (La Lande Saint Siméon), Gérard BERNET (Landigou), Bernard MESENCE (Lorlay le Tesson), Jean-Marie DELANGE (Le Méné de Briouze), Jacky ALLEAU (Méné Hubert sur Orne), Régine POTTIER (Messei), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Marilyne CORREYEUR (Les Monts d'Andaine), Jean-Luc LEPORTIER (Pointel), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Jean-Luc CHAMPIN (Saint Clair de Halouze), Frédéric LECHEVALIER et Chloé EUSTACHE (Saint Georges des Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Michèle GUICHETEAU (Saint Pierre du Regard), Emmanuel LE SECQ (Sainte Honorine la Chardonne), Marc SIMON (Saint Opportune) et Charlie LETETREL (Saires la Verrerie).

Conseillers suppléants : Bruno BOISSAIS (Aubusson), Didier MICHEL (Banvou), Sandrine DESTAIS (La Bazoque), Jacqueline ONFRAY (Bellou en Houlme), Bénédicte BON (Berjou), Isabelle BLAIS (Cahan), Laurence COTARD (Caligny), Sébastien AMOROS (Cerisy Belle Etoile), Jean-Jacques ALEXANDRE (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), Stanislas BISSON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Jean-Pierre GOSSELIN (Durcet), Bruno LANDEMORE (Echalou), Laurence LALES (La Ferrière aux Etangs), Jean-François COUPRIT (Le Grais), Serge PARIS (La Lande Saint Siméon), Nathalie LIEFOOGHE (Landigou), Agathe PRIEUR (Landisacq), Patrice BIDAULT (Lorlay le Tesson), Gérard THOMAS (Le Méné de Briouze), Jean-Luc CHAMPIN (Méné Hubert sur Orne), Antoine GERARD (Montilly sur Noireau), Thibault GALLOT (Pointel), Dominique VEGEE (Saint André de Messei), Nathalie GUITTON (Saint Clair de Halouze), Stéphane JENVRIN (Saint Paul), Margaret BRAULT (Saint Philbert sur Orne), Sylvain VOISIN (Saint Pierre du Regard), Catherine LECHERPY (Sainte Honorine la Chardonne), Arnaud LEMANUEL (Saint Opportune), Marc DENIS (Saires la Verrerie), Claude LEBEURRIER (La Selle la Forge).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions
Alexandra TERTRE	Sandrine DESTAIS	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandant	Mandataire	Questions
	Hervé BORDERIE	Gilles RABACHE	Ensemble de la séance
	Chloé EUSTACHE	Stéphane TERRIER	
	Jean-Luc CHAMPIN	Jean-Claude DORSY	
	Yvette LERICHOME	Bruno ASSELOT	
	Jérémy PREVOST	Laurent JUMELINE	
	Jacky ALLEAU	Annette HAMMELIN	

Excusés : Eliane DENIAUX, Agnès MORICE, Thierry AUBIN (ensemble de la séance) ; José COLLADO (2022-744 à la fin)

Absents : Kévin LEGEAY, Jacky LECOQ, Gérard PIERRE, Olivier BREUIL, Véronique CLEMENTE DA CONCEICAO, Guy MIDY, Christine GERVAIS, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR, Emmanuelle BERGOT, Charlie LETETREL (ensemble de la séance) ; Lori HELLOCO (2022-699 à 2022-713)

Question	Présents	Votants
2022-699 à 2022-713	56	62
2022-714 à 2022-734	57	63
2022-735	57	61
2022-736 à 2022-743	57	63
2022-744 à la fin	56	62

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
09.12.2022	19 H 35	Véronique NOEL	22 H 00	16.12.2022	20 DEC. 2022

R A P P O R T

Présenté par
Béatrice GUYOT
Vice-Présidente

Flers Agglo		N°	Date	Question	
ENSEMBLE 6 Commission Personnels, Marchés et Commande Publics		12	01.12.2022	4	
CONSEIL	Séance	14	15.12.2022	N° d'ordre	N° délibération
				47	2022-745

OBJET	PERSONNEL – FRAIS DE DEPLACEMENT ET FONCTIONS ITINERANTES – MODIFICATION AU 01.01.2023
-------	---

LC/EA

Chers Collègues,

Le décret 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixe les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels des collectivités locales en se calant sur les dispositions applicables aux personnels de l'Etat, prévues par un décret 2006-781 du 3 juillet 2006.

Ce texte organise, en son article 14, le principe d'une indemnisation des agents exerçant des fonctions essentiellement itinérantes à l'intérieur de la collectivité, au biais d'une indemnité forfaitaire.

Jusqu'à ce jour, un certain nombre d'emplois étaient visés dans la collectivité. Mais les actions en cours permettent de répondre plus précisément aux besoins de déplacements des agents dans le cadre de leurs fonctions.

Les axes de travail sont les suivants :

- Utilisation prioritaire des déplacements doux (à pieds, vélos, transport en commun...) dans le cadre d'une démarche de développement durable ;
- Gestion efficace et intégrée de l'utilisation du parc de véhicules existant ;
- Remboursements au réel de l'usage du véhicule personnel de l'agent.

Précisons pour ce dernier point :

- Dans la mesure où les transports en commun ne répondent pas suffisamment aux besoins de déplacements en mission à l'intérieur de la résidence administrative (problèmes de durée de trajet, horaires de passage des bus, zone des arrêts de bus, etc),
- Lorsqu'un agent ne trouve pas de véhicule de service ou un vélo pour se déplacer et que le déplacement à pied est impossible ou pénible,
- La collectivité permet l'usage, en dernier recours, du véhicule personnel à moteur de l'agent pour effectuer sa mission et prévoit le remboursement de ses frais de déplacements kilométriques, de manière dérogatoire sur l'ensemble du territoire de la collectivité, sur la base des indemnités kilométriques fixées par arrêtés ministériels.

Flers Agglo Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	15.12.2022	2022-745	4.1 4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

Ainsi, l'usage raisonnée des véhicules disponibles de la collectivité et le remboursement non forfaitaire des frais de déplacement kilométriques lorsque l'agent va utiliser son propre de véhicule vont rendre caduque la mobilisation de l'article 14 du décret de 2001-654 précité.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – METTRE UN TERME** à l'attribution de l'indemnité pour fonctions itinérantes, pour l'ensemble du personnel.
- 2 – GENERALISER** les remboursements de frais de déplacements kilométriques au réel dans le cas d'un usage professionnel d'un véhicule personnel sur le territoire de la collectivité, et prévoir au budget les sommes correspondantes
- 3 – PREVOIR** qu'une FAQ (foire aux questions) viendra préciser et actualisera les modalités pratiques de la mise en œuvre de ces dispositions
- 4 – PRECISER** que ces mesures prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2023.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.

La Secrétaire de séance,

Le Président,

Véronique NOËL

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

061-200035814-20221215-2022-745-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2022

Affichage : 20/12/2022

